

• (5.00 p.m.)

Nous poursuivons cette centralisation à propos de l'annonce et d'autres moyens d'information, et nous espérons pouvoir réaliser des économies correspondantes dans ce domaine. Les députés s'en souviendront, on leur a appris lors d'un débat sur les crédits de la Production de défense l'an dernier que grâce à la politique de centraliser en un seul contrat d'achat tous les véhicules à moteur dont le gouvernement a besoin et de faire directement au fabricant des demandes d'offres le ministère a permis une économie de \$100 à \$400 par véhicule acheté.

Je vous fais grâce des nombreux autres exemples de ce que le député considère être un traitement de faveur envers certaines régions du Canada, mais je ferai remarquer que cette politique a eu pour effet de concentrer les achats dans les régions où se fait le gros de la production. Bien que cette concentration déroge à certaines coutumes antérieures, je signalerai qu'elle a permis de réaliser des économies appréciables pour les contribuables canadiens, ce qui me semble être le rôle du ministre de la Production de défense.

M. Peters: Les membres du comité aimeraient que le ministre leur indique la proportion des achats effectués au nom des ministères en fonction de leurs besoins. Son ministère se charge-t-il de 10 p. 100, de 50 p. 100 ou de la plupart des achats de tous les organismes de l'État? Il pourrait peut-être nous dire aussi quelle proportion de ces achats a trait à la défense.

L'hon. M. Drury: Comme l'a recommandé la Commission Glassco, les achats pour tous les ministères sont centralisés d'une façon ordonnée et efficace au ministère de la Production de défense. Nous nous chargeons de tous les achats des ministères, un à la fois. Si j'ai bonne mémoire, nous en sommes présentement à la moitié. Dans un an et demi ou deux ans, je compte que mon ministère pourra s'occuper des achats de tous les ministères et des organismes de l'État, sauf pour certains achats spécialisés se rapportant surtout à la technologie supérieure, aux disciplines scientifiques et à la recherche, car les chercheurs sont beaucoup plus près, à proprement parler, des sources d'approvisionnement, et ont des rapports beaucoup plus étroits avec elles, qu'un grand ministère qui s'occupe de toutes sortes de choses.

[L'hon. M. Drury.]

Nous faisons des progrès satisfaisants. De plus, dans certains domaines, nous avons successivement pris en charge tous les ministères et centralisé les achats des articles nécessaires à tous les services gouvernementaux: les automobiles, par exemple, la publicité dans les journaux, les fournitures de papier. En un certain sens, nous avançons donc dans deux directions et sur deux fronts et nous aboutirons, je l'espère, à une entreprise cohérente et bien intégrée.

Le député de Springfield a également demandé ce que nous envisagions de faire pour ceux qui perdraient leur emploi lorsque les fournitures de matériel canadien destiné à l'effort de guerre au Vietnam viendraient à cesser. Je m'empresse de le dire, moi aussi j'espère voir s'achever le plus tôt possible ce malheureux conflit et, de concert avec mes collègues du gouvernement, je n'épargne aucun effort dans cette voie.

Quant aux entreprises dont la production peut servir aux opérations militaires en cours, nous faisons de notre mieux, autant qu'il est possible dans une société fondée sur l'entreprise libre, afin qu'aucune d'entre elles ne dépende uniquement de la production d'articles servant à des fins militaires ou d'équipement destiné aux forces armées. Cette remarque s'applique autant aux sociétés qui produisent uniquement pour le marché canadien qu'à celles qui produisent aussi pour d'autres pays comme les États-Unis, les pays européens, et d'autres. Nous faisons de notre mieux pour favoriser la diversification de la production, pour qu'une usine passe de la production de matériel militaire à celle d'un produit connexe du secteur civil qui lui convienne, de façon que si la demande fléchit, pour une raison ou pour une autre, dans le secteur militaire, il soit possible de transférer l'effort de production à un autre secteur selon des données qui, nous l'espérons, reposeront sur une base relativement solide.

Je pourrais peut-être citer quelques exemples. Nous avons encouragé la Canadair, qui fabrique des avions militaires tels que les C-5 pour le Canada et les Pays-Bas, à faire de la recherche et de la mise au point, voire construire des prototypes d'avions aux rôles purement civils, dont le principal est de larguer de l'eau contre les incendies de forêt. Cette société réalise aussi un projet d'avion à décolage vertical, aussi pour des fins civiles. C'est ce que nous essayons de faire dans toutes les entreprises qui actuellement produisent des articles pour les différents ministères de la Défense, canadiens et étrangers.